

ÉCHEC DU CONSEIL EUROPÉEN DE BRUXELLES

Intervention de Pervenche Berès au Parlement européen, le 16 décembre 2003

Monsieur le Président,
Monsieur le Président en exercice du Conseil,
Monsieur le Président de la Commission,

L'hyperpuissance américaine vient de remporter une double victoire. Après avoir divisé l'Europe en déclenchant la guerre en Irak, elle vient d'empêcher que l'Europe se dote de la Constitution dont elle a besoin pour fonctionner à 25, au moment même où elle arrêta Saddam Hussein. Au cours du siècle dernier, le seul mur de la liberté aura été le mur de l'Atlantique. Depuis, nous avons connu le mur de Berlin, le mur de Jérusalem. Ce n'est pas ainsi que l'on construit la paix. Je veux dire à ceux qui, ce week-end, ont posé une pierre sur le mur de l'atlantisme que ce n'est pas avec ces murs-là que l'on construira le ciment de la paix, de la sécurité et de la stabilité dont notre continent a besoin.

Depuis 1986, l'Union européenne connaît un divorce entre la nature de son projet et les institutions qui peuvent porter ce projet. Jusqu'ici nous n'avions pas le droit de poser la question en ces termes. Mais l'élargissement, parce qu'il inverse le rapport du nombre, nous oblige à poser la question des institutions dans sa crudité. Et les chefs d'État et de gouvernement n'ont pas la capacité de la traiter, car alors ils ne peuvent rentrer chez eux qu'avec de mauvaises nouvelles et ils n'ont pas la double légitimité des peuples et des États. Cette double légitimité existait dans la Convention. C'est pour cela que nous avons abouti à un résultat que vous auriez dû valider au niveau des chefs d'État et de gouvernement.

Aujourd'hui, la contribution de l'Europe à l'équilibre mondial ne se consolidera pas sur le pouvoir de blocage que certains ont voulu instituer ce week-end. Ceux qui se réjouissent de cet échec pour imaginer un noyau dur qui ferait son deuil du fonctionnement de l'Europe des 25, laissant ce mur de l'atlantisme s'installer, seraient-ils facteurs de division et de nouvelles fractures au sein de notre continent. Actons ce sur quoi nous pouvons avancer, mais ne donnons pas un blanc-seing à ces 82 points. Examinons-les pièce à pièce et validons ce qui peut être fait.

La conclusion de votre présidence, Monsieur le Président en exercice du Conseil, où les égoïsmes nationaux l'ont emporté, tourne le dos aux espoirs qui étaient nés de la Convention. Le mandat donné à la présidence irlandaise n'est pas à la hauteur des enjeux. Ceux qui ne renoncent pas à donner à notre continent les conditions de sa stabilité doivent reprendre le flambeau.

(Applaudissements)

